



Communiqué intersyndical du 11 juin 2024

Personnels et étudiant-es de l'Enseignement supérieur et de la recherche : l'extrême droite ne doit pas arriver au pouvoir !

L'extrême droite a obtenu presque 40 % des suffrages exprimés aux élections européennes. Les prochaines élections législatives laissent craindre une arrivée imminente au pouvoir du Rassemblement national. **Nous rappelons solennellement notre opposition aux idées d'extrême droite dont les valeurs et les idées constituent une menace pour le service public de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR)**, lieu d'émancipation par les savoirs, de vie sociale et de développement de l'esprit critique

L'extrême-droite a une vision réactionnaire et liberticide pour l'ESR : la mise en œuvre de son programme aurait des effets terribles. L'extrême droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens dans les universités, les services et les laboratoires, ni ne parle de la dégradation des conditions de travail pour tous les personnels. Son programme pour l'ESR, c'est la préférence nationale pour les étudiant-es et les personnels, la mise au pas réactionnaire en matière pédagogique, la répression de toute contestation, la priorité à l'apprentissage et aux cadeaux fiscaux aux entreprises, le soutien aux formations privées, des "bourses au mérite"...

Les valeurs que nous portons, en tant que personnels de l'ESR et étudiant-es sont à l'opposé de cela. Pour nous priment les valeurs d'égalité, de solidarité, de laïcité, de tolérance et vivre-ensemble contre l'obscurantisme, l'autoritarisme, l'exaltation des préjugés et des divisions, contre le racisme, l'antisémitisme, les LGBTIphobies, le sexisme et toutes les discriminations.

Nos organisations ont alerté à de nombreuses reprises le ministère de l'Enseignement Supérieur et la recherche sur le danger d'imposer, au mépris du dialogue social, certaines de ses réformes qui accentuent les fractures sociales. Dans l'ESR comme ailleurs, ces pratiques piétinent la démocratie sociale et nourrissent un désarroi grandissant chez nos collègues et plus largement une grave crise démocratique.

Le gouvernement actuel porte une lourde responsabilité. Par toutes les mesures anti-sociales qu'il a prises (Loi retraites, loi immigration, assurance-chômage, mesures contre les étudiants étrangers, ...), le gouvernement Macron, a contribué à cette montée de l'extrême droite dans notre société.

Contre l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national, dans l'unité syndicale, nos organisations appellent dès maintenant les personnels et les étudiant-es à se mobiliser massivement pour empêcher l'extrême droite de parvenir au gouvernement.

Signataires : SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU, CGT Ferc Sup, CGT Inrae, CGT Sntrs, SUD éducation, SUD Recherche, Snpptes, SUP Recherche UNSA, A&I-UNSA, UNSA ITRF BIO, Cfdt, FAGE, Union Étudiante, UNEF, FSE, Solidaires étudiant-e-s